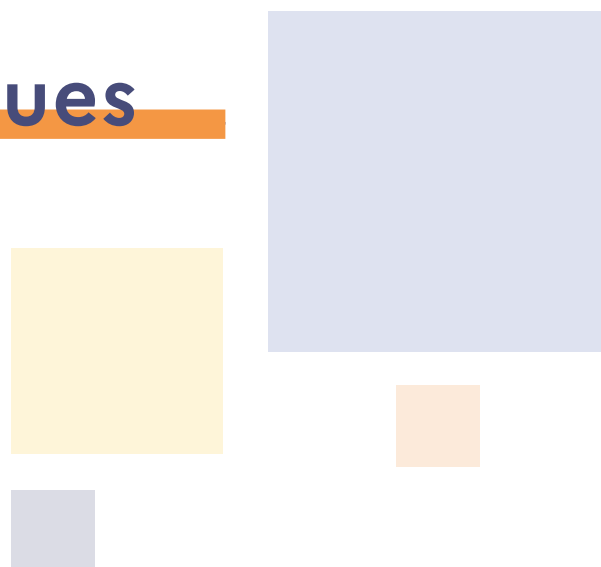


Cahier statistiques



1. La DGFIP au service des usagers

L'ACCUEIL DES USAGERS PARTICULIERS ET PROFESSIONNELS (EN MILLIONS)

	2017	2018	2019
Nombre d'usagers particuliers reçus aux guichets pendant les campagnes fiscales			
Campagne déclarative	5,4	4,9	4,6
Campagne des avis	9,2	8,6	7,7
Nombre d'appels reçus sur les plates-formes			
Centres impôts service (information généraliste particuliers et professionnels)	3,6	2,6	2,3
Centres prélèvement service (gestion des contrats de prélèvement particuliers et professionnels)	3,9	2,8	2,3
Centres de contact (numéros historiques)	2,5	1,1	0,7
Assistance au prélèvement à la source (par les plates-formes téléphoniques)	-	1,0	5,0
Service des retraites de l'État (pensionnés et agents de l'État en activité)	0,57	0,56	0,72
Nombres de contacts par messageries			
Courriels reçus dans les services des impôts des particuliers	5,4	4,4 *	5,8
Courriels reçus dans les services des impôts des entreprises	3,1	2,4 *	4,3
Courriels reçus dans les centres prélèvement service	0,6	0,4	0,3
Courriels reçus dans le service des retraites de l'État	0,14	0,16	0,22
Messagerie sécurisée sur « impots.gouv.fr »	5,0	7,2	8,2
TOTAL	39,4	36,1	42,1

* Hors flux de la semaine 14 à la semaine 26 (statistiques indisponibles)

LES PUBLICS DE LA DGFIP ET LES SERVICES EN LIGNE (EN MILLIONS)

	2017	2018	2019
Site « impots.gouv.fr » - Particuliers			
Visites cumulées sur le site (espace public)	151,5	210,4	230,4
Nombre d'espaces particuliers créés	-	27,9	32,2
Nombre de connexions à impots.gouv via FranceConnect	-	-	11,2
Simulations du calcul de l'impôt sur le revenu (espace public)	20,2	20,0	12,3
Accès à l'espace particulier sur le site « impots.gouv.fr »	148,9	199,7	232,9
Déclarations des revenus en ligne (espace particulier et EDI IR) ⁽¹⁾	24,2	28,1	30,4
Déclarants des revenus en ligne (espace particulier et EDI IR) ⁽¹⁾	20,5	23,1	25,4
Déclarations des revenus corrigées en ligne après réception des avis (espace particulier) en nombre	0,18	0,30	0,34
Adhésions au paiement dématérialisé des impôts (espace particulier)	2,1	2,6	2,2
Paiements en ligne (espace public et espace particulier)	15,9	20,0	18,6
Nombre d'actions sur le service de gestion du prélèvement à la source	-	-	8,2
Dont Nombre d'actions faites en ligne par les usagers	-	-	6,0
Dont Nombre d'actions faites par les agents pour le compte des usagers	-	-	2,2
Usagers ayant opté pour la dématérialisation totale (déclaration des revenus et avis d'impôt)	9,0	11,3	13,7
Requêtes effectuées sur le service « Rechercher des transactions immobilières »	1,2	2,5	2,9
Application mobile « Impots.gouv »			
Paiements	1,1	1,7	1,6

(1) - EDI (Échange de données informatisé).

	2017	2018	2019
Site « impots.gouv.fr » - Professionnels			
Nombre d'espaces professionnels créés	3,3	3,7	4,2
Accès à l'espace abonné des professionnels	30,4	32,8	32,7
Site « collectivites-locales.gouv.fr »			
Visites	4,2	4,1	4,3
Site « tipi.budget.gouv.fr »			
Paiements de produits via le portail « tipi.budget.gouv.fr »	2,7	3,4	4,1
Site « amendes.gouv.fr »			
Paiements des amendes	14,3	10,3	8,4
Application mobile « amendes.gouv »			
Paiements des amendes	1,7	1,5	1,8
Site « stationnement.gouv.fr »			
Paiement du forfait de post-stationnement	-	2,6	3,2
Ventes en ligne de timbres fiscaux électroniques ⁽²⁾			
Achats de timbres fiscaux électroniques (nombre de timbres)	2,1	3,4	4,5
Achats de timbres fiscaux électroniques (montant total des timbres)	120	195	280
Taux des formalités payables par timbre électronique	85 %	100 % ⁽³⁾	100 %
Site « cadastre.gouv.fr »			
Visites cumulées sur le site	20,4	19,7	21,7
Site « encheres-domaines.gouv.fr »			
Visites cumulées sur le site	2,4	1,3	2,7
Site « retraitesdeletat.gouv.fr »			
Visites cumulées sur le site	1,6	2,5	3,6

(2) Hors justice et VLS/TS (Visa Long Séjour valant Titre de Séjour)

(3) Taux atteint le 31/12/2018 avec l'ouverture du timbre naturalisation

LA DÉMATÉRIALISATION DU PAIEMENT DES IMPÔTS

Taux de paiement dématérialisé hors impôt sur le revenu du fait de la mise en oeuvre du prélèvement à la source ⁽¹⁾		2017	2018	2019
Taxe d'habitation				
	Mensualisation	36,6 %	37,3 %	37,4 %
	Prélèvement à l'échéance	7,0 %	8,1 %	10,5 %
	Paiement sur Internet	15,9 %	19,3 %	22,3 %
	TOTAL	59,4 %	64,7 %	70,2 %
Taxes foncières				
	Mensualisation	31,1 %	31,9 %	32,6 %
	Prélèvement à l'échéance	10,5 %	12,7 %	18,0 %
	Paiement sur Internet	16,7 %	21,2 %	23,9 %
	TOTAL	58,3 %	65,8 %	74,5 %
Tous impôts				
	Mensualisation	33,8 %	34,5 %	34,9 %
	Prélèvement à l'échéance	8,8 %	10,5 %	14,4 %
	Paiement sur Internet	16,3 %	20,3 %	23,1 %
	TOTAL	58,8 %	65,2 %	72,4 %

(1) Ce tableau présente le taux de paiement dématérialisé des impôts des particuliers basé sur le nombre de contrats actifs (avec au moins un prélèvement rattaché à une imposition) et le nombre de paiements en ligne (hors acomptes provisionnels d'IR-PS) pendant une année N, rapporté au nombre de contribuables imposés de cette même année N

IMPÔTS DES PROFESSIONNELS

Part acquittée par téléversement	2017	2018	2019
Impôt sur les sociétés	99,5 %	99,7 %	99,6 %
TVA	99,7 %	99,7 %	99,7 %
Taxe sur les salaires	91,5 %	92,4 %	94,0 %

LES REMBOURSEMENTS ET DÉGRÈVEMENTS EFFECTUÉS PAR LA DGFIP (EN MILLIONS D'EUROS)

Impôts d'État	2017	2018	2019
Impôt sur le revenu	4 598	6 205	16 210
Impôt sur les sociétés	29 058	36 590	35 581
TVA	53 332	54 927	59 598
Autres dont taxe de 3 % ⁽¹⁾	12 920	12 283	9 787
TOTAL	99 908	110 005	121 177

(1) Sur les données 2017

Impôts locaux	2017	2018	2019
Contribution économique territoriale et taxe professionnelle	6 970	6 801	6 175
Taxes foncières	1 508	1 660	1 668
Taxe d'habitation	3 674	6 708	10 560
Autres	513	538	484
TOTAL	12 665	15 707	18 887

LES SERVICES FINANCIERS

LES DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR

Nombre de comptes	2017	2018	2019
État	7 344	7 105	7 046
Établissements publics	12 605	12 766	13 135
Secteur public local	30 734	33 523	36 678
Autres (Chambres de commerce et d'industrie...)	1 436	1 371	1 352
Opérateurs « dépenses d'avenir »	67	67	71
Comptes de placement rémunérés	20	18	18
Contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM)	81	79	76
TOTAL	52 287	54 929	58 376

Encours (en millions d'euros)	2017	2018	2019
État	1 329	1 448	1 550
Établissements publics	17 808	21 064	23 272
Secteur public local	986	1 335	1 440
Autres (Chambres de commerce et d'industrie...)	4 308	3 712	3 901
Opérateurs « dépenses d'avenir »	34 301	33 375	32 179
Comptes de placement rémunérés	1 500	1 462	1 363
Contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM)	22 175	28 007	33 945
TOTAL	82 407	90 403	97 650

L'ACTIVITÉ DE PRÉPOSÉ DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ⁽¹⁾

Nombre de comptes	2017	2018	2019
Professions juridiques (notaires...)	17 576	20 682	21 043
Administrateurs et Mandataires Judiciaires	5 198	4 453	3 873
Personnes physiques (y compris protégées par la loi)	11 727	9 826	5 585
Huissiers	3 344	3 340	3 442
Organismes sociaux	976	626	600
Offices publics de l'habitat (OPH)	278	267	209
Autres clientèles	3 254	3 266	3 287
TOTAL	42 353	42 460	38 039

(1) Le changement du système d'information concernant cette activité modifie les rubriques habituellement présentées sans en affecter les totaux

Encours (en millions d'euros)	2017	2018	2019
Professions juridiques (notaires...)	34 484	34 716	38 652
Administrateurs et Mandataires Judiciaires	5 920	5 791	5 897
Personnes physiques (y compris protégées par la loi)	134	135	136
Huissiers	444	441	467
Organismes sociaux	87	80	118
Offices publics de l'habitat (OPH)	245	268	225
Autres clientèles	1 260	1 502	1 382
TOTAL	42 574	42 933	46 877

Consignations	2017	2018	2019
Nombre	637 300	614 916	608 283
Encours (en millions d'euros)	3 453	3 599	3 718

LA PUBLICITÉ FONCIÈRE ET L'ENREGISTREMENT

Publicité foncière		2017	2018	2019
Publications				
	Ventes	1 546 455	1 569 024	1 707 650
	Inscriptions	1 073 855	1 083 104	1 112 970
	Radiations, mentions et saisies	344 579	466 845	460 594
	Autres ⁽¹⁾	945 638	972 639	1 011 357
	Demandes de renseignements	6 593 133	6 624 501	7 163 183
	Demandes de copies de fiches et documents	624 954	672 713	722 786
Travaux particuliers				
	Procès-verbaux de remembrement	15 141	12 669	11 747
	Procès-verbaux de remaniement	62 427	42 701	30 594
	Ordonnances d'expropriation	3 755	3 536	3 915
TOTAL		11 209 937	11 447 732	12 224 796
dont formalités télé@ctées		7 842 594	9 560 872	10 485 458
Soit en %		70,0 %	83,5 %	85,8 %

(1) Attestations après décès, donations-partages, attestations rectificatives...

Enregistrement		2017	2018	2019
Déclarations de succession		833 894	847 460	817 580
Déclarations de dons		300 582	263 004	276 975
Actes des sociétés		251 009	258 196	277 156
Actes notariés		208 636	232 916	177 776
Donations / Partages		57 655	58 084	62 490
Autres		719 328	603 311	604 038
TOTAL		2 371 104	2 262 971	2 216 015

LE CADASTRE

SITUATION AU 1 ^{ER} JANVIER	2017	2018	2019
Comptes de propriétaires	37 716 192	37 997 355	38 286 337
Locaux	52 396 051	52 935 412	53 489 372
Parcelles non subdivisées et subdivisions fiscales	105 072 831	104 019 711	105 585 683
Articles du répertoire informatisé des voies et lieux-dits	7 354 359	7 382 558	7 423 201
TRAVAUX EFFECTUÉS	2017	2018	2019
Plan			
Parcelles ou subdivisions fiscales remaniées	59 919	48 715	26 830
Conservation cadastrale, travaux de mise à jour du plan			
Documents d'arpentage (DA)	192 402	186 941	202 768
Changements constatés	570 903	489 431	368 084
Extraits d'actes et feuillets des procès-verbaux de remembrement exploités	2 046 928	2 584 595	2 735 555
Évaluations cadastrales			
Déclarations de propriétés bâties exploitées	1 330 895	1 373 015	1 341 856
Changements relatifs aux propriétés non bâties exploitées	587 251	587 444	645 433
Délivrance d'informations			
Extraits du plan cadastral édités à partir du site « cadastre.gouv.fr »	18 886 777	19 777 397	19 628 771
Extraits modèles 1 et 3 ⁽¹⁾	5 112 801	5 328 437	5 837 269
Total des délivrances d'informations	23 999 578	25 105 834	25 466 040

(1) Inclut les extraits produits à partir du serveur professionnel des données cadastrales (SPDC), par les études notariales depuis 2004 et par les géomètres-experts depuis 2007

2. Les missions de la DGFiP en chiffres

LES RECETTES PUBLIQUES ENCAISSÉES PAR LA DGFiP

Impôt sur le revenu	2017	2018	2019
Nombre de foyers fiscaux	37 889 181	38 332 982	38 575 314
dont :			
Nombre de foyers fiscaux imposés ⁽¹⁾	16 344 784	16 578 268	2 916 681
Nombre de foyers fiscaux non imposés ⁽¹⁾	15 551 861	15 246 385	25 391 584
Nombre de foyers fiscaux ayant bénéficié d'une restitution ⁽²⁾	5 992 536	6 508 329	10 267 049
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros) ⁽⁴⁾	77 622	79 215	87 954

Impôt de solidarité sur la fortune / impôt sur la fortune immobilière à compter de 2018	2017	2018	2019
Nombre de déclarations	358 198	132 725	139 149
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	5 067	1 900	2 105

TVA	2017	2018	2019
Nombre d'entreprises imposables	5 749 852	6 024 249	6 401 698
dont :			
Régime réel normal	1 422 905	1 440 408	1 468 518
Régime réel simplifié	2 040 550	2 106 485	2 192 492
Régimes micro BIC et spécial BNC	1 842 009	2 037 613	2 305 568
Régime simplifié agricole	444 388	439 743	435 120
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	188 714	194 034	170 875
Recettes au profit d'organismes divers (en millions d'euros)	11 533	14 352	45 827
TOTAL (en millions d'euros)	200 247	208 386	216 703

Impôt sur les sociétés	2017	2018	2019
Nombre d'entreprises imposables	2 204 018	2 330 478	2 484 894
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	64 773	63 976	69 047

Contribution sociale sur l'impôt sur les sociétés	2017	2018	2019
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	1 324	1 344	1 457

Taxe d'habitation	2017	2018	2019
Nombre d'avis d'imposition	29 469 635	29 427 394	29 459 831
Recettes au profit des collectivités territoriales (en millions d'euros) ⁽³⁾	22 575	23 137	23 921

(1) Les données correspondent aux seules impositions primitives.

(2) Il s'agit des foyers fiscaux dont le montant d'impôt, calculé à partir des éléments d'assiette, est négatif (indépendamment des acomptes éventuellement versés).

(3) Les recettes correspondent aux émissions d'impôts locaux.

(4) Les recettes d'IR 2019 se décomposent ainsi: 6,9 milliards d'euros (Md€) pour les émissions 2019 (dont 2,2 Md€ au titre des revenus exceptionnels), 72,8 Md€ pour le PAS encaissé en 2019 (hors les 4,9 Md€ perçus en janvier 2020 au titre de décembre 2019), 8,3 Md€ pour les émissions antérieures à 2019, le PFU et les PVI. À titre de comparaison, en 2018, les recettes étaient de 71,2 Md€ pour les émissions 2018 et 8,0 Md€ pour les émissions antérieures à 2018, le PFU et les PVI.

Taxes foncières	2017	2018	2019
Nombre d'avis d'imposition	31 686 934	32 111 204	32 344 571
Recettes au profit des collectivités territoriales (en millions d'euros) ⁽¹⁾	41 315	42 473	43 461

CVAE ⁽²⁾	2017	2018	2019
Recettes au profit de l'État et autres entités (en millions d'euros)	41	32	37
Recettes au profit des collectivités territoriales (en millions d'euros) ⁽¹⁾	14 560	15 188	16 092
TOTAL (en millions d'euros)	14 601	15 220	16 129

TASCOM ⁽³⁾	2017	2018	2019
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	286	198	196
Recettes au profit des collectivités territoriales (en millions d'euros) ⁽¹⁾	945	775	811
TOTAL (en millions d'euros)	1 231	973	1 007

CFE + Taxes annexes + IFR ⁽⁴⁾	2017	2018	2019
Nombre d'avis d'imposition	4 911 470	5 122 640	5 045 326
Recettes au profit de l'État (en millions d'euros)	204	204	178
Recettes au profit des collectivités territoriales (en millions d'euros) ⁽¹⁾	11 178	11 344	11 379
dont CFE + Taxes annexes	9 554	9 697	9 673
dont IFR	1 624	1 647	1 706
TOTAL (en millions d'euros)	11 382	11 548	11 557

Contribution à l'audiovisuel public	2017	2018	2019
Recettes au profit d'organismes divers (en millions d'euros)	3 930	3 895	3 860

Enregistrement (en millions d'euros)	2017	2018	2019	
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	au profit des collectivités territoriales (en millions d'euros)	7 155	7 403	7 602
	au profit d'organismes divers (en millions d'euros)	997	1 015	1 032
	au profit de l'État (en millions d'euros)	184	217	222
Mutations à titre onéreux (en millions d'euros)	644	886	783	
Mutations à titre gratuit : donations (en millions d'euros)	2 273	2 678	2 998	
Mutations à titre gratuit : successions (en millions d'euros)	10 557	13 492	12 314	
Taxe de publicité foncière	au profit des collectivités territoriales (en millions d'euros)	11 161	11 571	12 851
	au profit de l'État (en millions d'euros)	437	497	542
Autres recettes et pénalités (en millions d'euros)	705	713	661	
TOTAL (en millions d'euros)	34 113	38 472	39 005	

(1) Les recettes correspondent aux émissions d'impôts locaux

(2) Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

(3) Taxe sur les surfaces commerciales

(4) Cotisation foncière des entreprises et imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux

Timbre et recettes assimilées (en millions d'euros)	2017	2018	2019
Taxe sur les véhicules des sociétés (TVS) au profit d'organismes divers	31	829	757
Timbre unique	382	355	415
Autres recettes et pénalités	282	414	503
TOTAL (en millions d'euros)	695	1 598	1 675

Autres impôts et taxes (en millions d'euros)	2017	2018	2019
Prélèvements sur revenus de capitaux mobiliers	3 707	4 192	4 683
Cotisation minimale de taxe professionnelle	16	2	18
Retenues à la source et impôt sur le revenu des non-résidents	1 017	864	1 043
Autres recettes au profit de l'État	3 022	1 314	1 136
Autres recettes au profit des collectivités territoriales	3 554	3 673	3 978
Taxe sur les salaires	13 773	13 596	13 896
Contributions sociales	20 709	21 340	14 342
Autres recettes au profit d'organismes divers	3 294	3 553	4 634
TOTAL (en millions d'euros)	49 092	48 533	43 729

Recettes non fiscales (en millions d'euros)	2017	2018	2019
Recettes au profit de l'État	13 818	13 886	13 967
Recettes au profit des collectivités territoriales ⁽²⁾	59 527	77 613	61 894
TOTAL (en millions d'euros)	73 345	91 499	75 861

(2) Chiffres définitifs

Total général des recettes encaissées par la DGFIP (en millions d'euros)	2017	2018	2019
Recettes au profit de l'État	375 224	380 563	371 133
Recettes au profit des collectivités territoriales	171 970	193 177	181 988
Recettes au profit d'organismes divers	54 267	58 580	84 347
TOTAL (en millions d'euros)	600 937	632 319	637 468

LES ACTIONS DE RECOUVREMENT

IMPÔTS DES PARTICULIERS		2017	2018	2019 ⁽¹⁾
Opérations de relance				
	Lettres de relance/ Mises en demeure de payer	10 863 354	10 961 783	12 706 920
Actions en recouvrement forcé - Actions de « masse »				
	Avis à tiers détenteur	5 901 443	6 247 089	6 835 111
Actions en recouvrement forcé - Actions « lourdes »				
	Actions en reconstitution de patrimoine	19	20	36
	Saisies immobilières	296	274	309
	Assignations en liquidation judiciaire	116	139	139
Actions en justice				
	Juridiction civile	1 138	1 079	1 066
	Juridiction commerciale	381	400	323
	Juridiction administrative	418	357	381
Contentieux				
	Oppositions à poursuites	3 562	3 582	3 857
	Autres contestations ⁽²⁾	265	261	184

IMPÔTS DES PROFESSIONNELS		2017	2018	2019 ⁽¹⁾
Opérations de relance				
	Lettres de relance/ Mises en demeure de payer	1 573 548	1 317 065	1 775 739
Actions en recouvrement forcé - Actions de « masse »				
	Avis à tiers détenteur	975 139	1 182 710	1 205 527
Actions en recouvrement forcé - Actions « lourdes »				
	Mesures conservatoires	1 627	1 628	1 412
	Saisies immobilières	79	80	74
	Assignations en liquidation judiciaire	1 254	1 447	1 510
Actions en justice				
	Juridiction civile	1 230	1 363	959
	Juridiction commerciale	2 925	3 009	2 861
	Juridiction administrative	138	123	125
Contentieux				
	Oppositions à poursuites	1 118	1 038	1 265
	Autres contestations ⁽²⁾	1 671	1 562	1 351

AMENDES ET CONDAMNATIONS PÉCUNIAIRES		2017	2018	2019 ⁽¹⁾
Actions en recouvrement forcé - Actions de « masse »				
	Saisies à tiers détenteurs	4 752 883	5 192 056	5 618 830

(1) chiffres provisoires

(2) Uniquement contentieux liés aux procédures collectives

LE CONTRÔLE FISCAL

1 - LE MONTANT DE L'IMPÔT ÉLUDÉ ET DES SANCTIONS (EN MILLIONS D'EUROS)	2017	2018	2019
Droits et pénalités dont le recouvrement a été demandé ⁽¹⁾ (a)	13 456	12 547	12 089
Commission (hors montants RCTVA) ⁽²⁾ (b)	2 692	1 963	0
Rejet crédit de TVA CFE et CSP (c)	1 755	1 642	1 780
Total Résultats financiers (a)+(b)+(c) dont :	17 903	16 151	13 869
Droits nets	13 981	12 916	11 450
Pénalités	3 922	3 235	2 419

(1) STDR inclus

(2) À compter de 2019 les dossiers sont pris en compte après avis des instances consultatives et autres recours

Détail des droits nets par impôt (en millions d'euros) :	2017	2018	2019
Impôt sur les sociétés	3 930	3 652	3 020
Impôt sur le revenu ⁽¹⁾	2 454	2 412	1 781
Taxe sur la valeur ajoutée	2 129	2 000	1 760
Remboursements de crédit de TVA	1 602	1 507	1 697
Droits d'enregistrement	1 353	1 071	1 282
Impôt de solidarité sur la fortune devenu Impôt sur la Fortune Immobilière (IFI) en 2018	627	524	429
Impôts locaux	593	533	504
Impôts divers ⁽¹⁾	1 293	1 217	976

(1) Dont la contribution sociale généralisée (CSG), la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS), la contribution à l'audiovisuel public et les taxes annexes sur le chiffre d'affaires.

2 - LE RENDEMENT BUDGÉTAIRE DU CONTRÔLE FISCAL (EN MILLIARDS D'EUROS)	2017	2018	2019
Montant des encaissements ⁽¹⁾ suite à contrôle fiscal	9,4	8,7	11,3
Montant des encaissements sur amendes CJIP et CRPC	-	-	0,53

(1) Montants encaissés au titre des contrôles fiscaux de l'année et des années antérieures et de la relance des déclarations de succession et d'impôt de solidarité sur la fortune et des dossiers déposés auprès du STDR

3- PROCÉDURES AVEC ACCEPTATION DU CONTRIBUABLE	2017	2018	2019
Nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une régularisation en cours de contrôle (CFE/CSP)	3 851	3 895	36 206
Nombre de transactions avant MER et règlements d'ensemble conclus	2 028	2 167	2 732

4 - LE CONTRÔLE DES FRAUDES LES PLUS GRAVES	2017	2018	2019
Montant des droits et des pénalités des opérations sur place répressives ⁽¹⁾	6 454	4 061	3 553
Part des opérations répressives par rapport au total du contrôle sur place	29,9 %	28,3 %	27,3 %
Nombre de perquisitions fiscales	215	201	185

(1) Application des pénalités de 40 % ou plus

5 - L'ACTION PÉNALE	2017	2018	2019
Nombre de dossiers transmis à l'autorité judiciaire dont :	1 095	956	1 826
Nombre de dénonciations obligatoires au Parquet			965
Plaintes pour fraude fiscale (après avis favorable de la CIF)	879	806	672
Dossiers transmis à la "police fiscale"	44	10	41
Plaintes pour escroquerie	141	119	127
Procédures d'opposition à fonction	31	21	21
Nombre de CJIP relatives à la fraude fiscale			2
Nombre de CRPC relatives à la fraude fiscale			13

6 - LA COUVERTURE DU TISSU FISCAL (EN NOMBRE)	2017	2018	2019
Le contrôle des professionnels			
Contrôles sur pièces des professionnels	162 186	147 940	137 095
Contrôles sur pièces des demandes de remboursement de crédit de TVA	123 691	122 354	132 723
Contrôles de la contribution à l'audiovisuel public	68 866	61 656	58 122
Opérations du bureau suite à programmation	635	6 330	6 923
Opérations sur place suite à programmation	43 652	39 000	35 545
Instructions sur place des demandes de remboursement de crédit de TVA	-	2 010	3 051
Droits d'enquête (art. L. 80 F à L. 80 J du LPF)	1 661	1 434	1 358
Le contrôle des particuliers			
Contrôles sur pièces de l'impôt sur le revenu	855 701	901 633	770 504
Contrôles sur pièces des impôts patrimoniaux	86 746	67 308	64 193
Contrôles de la contribution à l'audiovisuel public	12 363	9 478	8 290
Contrôles sur pièces des brigades patrimoniales (DNVSF et DIRCOFI)	-	3 580	3 523
Examens de la situation fiscale personnelle	3 613	3 134	2 646

LE CONTENTIEUX

PHASE ADMINISTRATIVE

Affaires reçues	2017	2018	2019
Demandes de correction et réclamations au fond			
Impôt sur le revenu	723 091	745 975	789 026
Taxes foncières	317 607	314 561	327 303
Taxe d'habitation	887 477	919 524	964 216
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	56 550	50 762	52 879
Taxe professionnelle, contribution économique territoriale et plafonnement en fonction de la valeur ajoutée	315 640	285 393	217 739
Taxes sur le chiffre d'affaires	46 040	40 939	38 800
Taxe sur les locaux vacants	91 037	91 553	93 650
Droits d'enregistrement	21 016	16 359	13 141
Contribution à l'audiovisuel public	412 782	392 278	414 610
Bouclier fiscal	6	67	20
Prélèvement à la source	-	-	137 682
TOTAL	2 871 246	2 857 411	3 049 066
Demandes gracieuses			
Impôt sur le revenu	168 392	163 414	110 241
Taxes foncières	67 051	56 469	46 988
Taxe d'habitation	370 399	297 838	218 722
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	2 007	2 019	2 163
Taxe professionnelle et contribution économique territoriale	26 135	27 538	20 566
Taxes sur le chiffre d'affaires	107 455	98 067	92 109
Droits d'enregistrement	12 763	11 031	9 735
Contribution à l'audiovisuel public	267 301	216 826	170 224
Prélèvement à la source	-	-	83
TOTAL	1 021 503	873 202	670 831
TOTAL GÉNÉRAL	3 892 749	3 730 613	3 719 897

Affaires traitées	2017	2018	2019
Demands de correction et réclamations au fond			
Impôt sur le revenu	728 970	755 254	791 488
Taxes foncières	321 231	312 160	330 799
Taxe d'habitation	895 878	941 324	1 001 775
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	53 543	63 567	55 270
Taxe professionnelle, contribution économique territoriale et plafonnement en fonction de la valeur ajoutée	316 998	308 784	251 569
Taxes sur le chiffre d'affaires	44 954	40 020	38 218
Taxe sur les locaux vacants	91 276	98 676	104 252
Droits d'enregistrement	23 335	18 096	14 209
Contribution à l'audiovisuel public	417 519	400 394	425 461
Bouclier fiscal	14	38	35
Prélèvement à la source	-	-	136 457
TOTAL ⁽¹⁾	2 893 718	2 938 313	3 149 533
Demands gracieuses			
Impôt sur le revenu	171 833	166 949	118 707
Taxes foncières	70 960	58 138	51 630
Taxe d'habitation	376 009	322 219	247 249
Impôt sur les sociétés et autres impôts directs d'État	2 210	2 180	2 367
Taxe professionnelle et contribution économique territoriale	26 516	27 800	22 940
Taxes sur le chiffre d'affaires	106 715	97 723	91 532
Droits d'enregistrement	13 303	11 505	10 003
Contribution à l'audiovisuel public	271 611	232 306	189 675
Prélèvement à la source	-	-	74
TOTAL	1 039 157	918 820	734 177
Décisions de dégrèvements prises d'office (tous impôts y compris contribution à l'audiovisuel public)	1 048 812	1 137 336	1 005 668
Réponses écrites à des demandes de renseignements	123 004	110 667	107 729
TOTAL	1 171 816	1 248 003	1 113 397
TOTAL GÉNÉRAL	5 104 691	5 105 136	4 997 107

(1) Une grande partie de ces affaires correspond à des corrections d'erreur sans contestation au fond des règles d'imposition. Des travaux sont conduits pour mesurer précisément le volume d'affaires contestant l'impôt au fond.

PHASE JURIDICTIONNELLE

Affaires déposées	2017	2018	2019
Juridictions administratives			
Tribunaux administratifs	17 154	15 973	15 187
Cours administratives d'appel	3 801	4 124	3 340
Conseil d'État	477	498	467
Tribunaux judiciaires			
Tribunaux de grande instance	1 039	720	699
Cour d'appel	272	272	323
Cour de cassation	85	69	88

PROCÉDURES AMIABLES

Procédures amiables	2017	2018	2019
Ouvertures	250	311	299
Clôtures	251	285	353
Stock en fin d'année	814	853	825

LES DÉPENSES DE L'ÉTAT PAYÉES PAR LA DGFIP

Ventilation des dépenses	2017	2018	2019
Budget général (en millions d'euros) dont :	439 348	455 449	476 272
Dépenses d'intervention	45,3 %	46,6 %	48,9 %
Dépenses de personnel	29,1 %	28,5 %	27,7 %
Charges de la dette	9,5 %	9,1 %	8,5 %
Dépenses de fonctionnement	13,1 %	12,7 %	11,9 %
Dépenses d'investissement	2,5 %	2,6 %	2,6 %
Pouvoirs publics	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Dépenses d'opérations financières	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Comptes spéciaux dotés et non dotés (en millions d'euros)	248 853	246 866	239 274
TOTAL (en millions d'euros)	688 201	702 315	715 546

LES DÉPENSES DU SECTEUR PUBLIC LOCAL⁽¹⁾ PAYÉES PAR LA DGFIP

Dépenses réelles totales (en millions d'euros)	2017	2018 ⁽²⁾	2019 ⁽³⁾
Régions ⁽⁴⁾	30 630	34 328	35 504
Départements ⁽⁵⁾	74 562	72 371	72 293
Communes ⁽⁶⁾	96 188	96 798	102 707
Groupements à fiscalité propre (GFP)	33 657	34 473	36 552
TOTAL	235 037	237 970	247 056

Dépenses d'investissement (en millions d'euros)	2017	2018 ⁽²⁾	2019 ⁽³⁾
Régions ⁽⁴⁾	11 229	12 106	12 998
Départements ⁽⁵⁾	13 128	13 182	14 474
Communes ⁽⁶⁾	27 261	28 425	31 720
Groupements à fiscalité propre (GFP)	10 742	11 202	12 666
TOTAL	62 360	64 915	71 858

(1) Hors dépenses des hôpitaux, syndicats (communaux et intercommunaux...) et hors budgets annexes

(2) Chiffres actualisés

(3) Chiffres 2019 provisoires

(4) Y compris la collectivité territoriale de Corse et les CTU de Guyane et de Martinique en 2018

(5) Y compris les CTU de Guyane et de Martinique pour les chiffres en 2017 et la Métropole de Lyon

(6) y compris « Ville de Paris » issue de la fusion de la commune et du département de Paris à compter de 2019

LES PENSIONS DE L'ÉTAT – CAS⁽¹⁾ PENSIONS

Dépenses (en millions d'euros)	2017	2018	2019
Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	53 880	54 743	55 348
Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 924	1 844	1 752
Recettes (en millions d'euros)	2017	2018	2019
Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	55 876	56 139	56 687
Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 919	1 853	1 725

(1) Compte d'affectation spéciale

LE DOMAINE

DOMAINE IMMOBILIER DE L'ÉTAT	2017	2018	2019
Parc immobilier de l'État ⁽¹⁾ valorisé par la DGFIP (en millions d'euros)	63 851	62 639	66 901
Montant des redevances domaniales (en millions d'euros) ⁽²⁾	-	-	623
Réalisation d'opérations immobilières			
Cessions réalisées	667	655	704
Acquisitions	264	300	298
Prises à bail	4 250	4 604	2 253
Produit des cessions (en millions d'euros)	339	256	613
Interventions immobilières			
Évaluations	122 560	120 625	110 630
Expropriations : décisions rendues	2 619	1 903	2 773

(1) Cette valeur englobe les terrains, le parc non spécifique, le parc spécifique ainsi que le parc historique et culturel

(2) En 2019, 150 M€ ont été encaissés sur le budget général, 107 M€ sur le compte d'affectation spécial « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » et 366 M€ pour le compte de tiers.

DOMAINE MOBILIER DE L'ÉTAT	2017	2018	2019
Aliénations (nombre de lots vendus)	21 246	23 496	28 153
Produit des cessions (en millions d'euros)	51	48	67

GESTION DES PATRIMOINES PRIVÉS	2017	2018	2019
Dossiers de successions vacantes restant à traiter par les pôles GPP	NC	33 302	32 407

LA COOPÉRATION ET L'ACTION INTERNATIONALES

	2017	2018	2019
Nombre de missions	300	228	165
Nombre d'experts envoyés	277	227	168
Nombre de jours d'expertise	2 134	1 666	1 169
Nombre de délégations accueillies	43	36	15
Nombre de visiteurs accueillis	506	299	141
Accueils en formation (nombre de fonctionnaires accueillis, notamment à l'École nationale des Finances publiques)	231	187	50
Jumelages, appels d'offres et contrats de gré à gré	14	23	19
Nombre de séminaires organisés	11	16	4
Nombre d'experts détachés	28	20	18

LE CABINET INTERNATIONAL : FTA OCDE ⁽¹⁾, IOTA ⁽²⁾, BENCHMARK & ATTRACTIVITÉ

	2017	2018	2019
Travaux Benchmark	11	14	8
Travaux internationaux FTA OCDE ⁽¹⁾ , et IOTA ⁽²⁾	22	26	19
Attractivité - Nombre d'entreprises ⁽³⁾	119	281	443

(1) FTA OCDE : Forum des Administrations fiscales de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique

(2) IOTA : Organisation Intra-Européenne des Administrations Fiscales

(3) Nombre de saisines tax4Business

3. Un réseau et des moyens

LE BUDGET DE LA DGFIP

DÉPENSES BUDGÉTAIRES (EN MILLIONS D'EUROS)	2017	2018	2019
Dépenses de personnel, y compris Direction de la législation fiscale dont :	6 996	6 922	6 836
Rémunérations	4 231	4 201	4 156
Cotisations et contributions sociales	2 748	2 704	2 663
Prestations sociales et allocations diverses	17	17	17
Dépenses de fonctionnement et d'investissement dont :	1 076	1 113	859
Dépenses informatiques	177	195	199
Dépenses métiers	333	335	324
Dépenses immobilières	252	260	261
Dépenses de fonctionnement courant	75	81	75
Loyers budgétaires	240	242	..(1)
TOTAL GÉNÉRAL	8 072	8 036	7 695

(1) Le mécanisme interministériel des loyers budgétaires a été supprimé en 2019 pour les ministères civils

LES EFFECTIFS

EFFECTIFS ⁽¹⁾ PAR QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL ⁽²⁾	A	B	C	Total
Agents à temps plein	90,3 %	81,0 %	78,4 %	83,1 %
Agents à temps partiel	9,7 %	19,0 %	21,6 %	16,9 %
EFFECTIFS ⁽¹⁾ PAR CATÉGORIES	A	B	C	Total
Moins de 30 ans	781	1 001	2 718	5 % des effectifs
Hommes	370	539	1 099	
Femmes	411	462	1 619	
de 30 à 50 ans	15 434	18 741	14 351	48 % des effectifs
Hommes	7 560	8 507	5 760	
Femmes	7 874	10 234	8 591	
Plus de 50 ans	14 749	21 690	10 639	47 % des effectifs
Hommes	7 154	6 893	3 380	
Femmes	7 595	14 797	7 259	
TOTAL	30 964	41 432	27 708	100 104
Hommes	15 084	15 939	10 239	41 262
Femmes	15 880	25 493	17 469	58 842
% de femmes	51,3 %	61,5 %	63,0 %	58,8 %
% des catégories	30,9 %	41,4 %	27,7 %	100 %

(1) Hors non titulaires (contractuels, agents contractuels de droit public affectés aux fonctions d'entretien, de gardiennage ou de restauration...)

(2) Effectifs physiques payés hors congés longue durée (CLD)

LA FORMATION

Nombre de stagiaires	2017	2018	2019
Formation statutaire (ex initiale)	8 539	9 508	9 943
Formation continue	245 323	321 017	261 709
Préparation aux concours	12 756	12 585	11 845

LES CONCOURS ET EXAMENS

	Inscrits	Présents	Admis sur listes principales
Catégorie A			
Concours d'inspecteur principal	1 053	840	98
Concours d'inspecteur externe	7 219	3 291	512
Concours d'inspecteur interne	3 258	2 222	170
Concours d'inspecteur-analyste externe	319	117	32
Concours d'inspecteur-analyste interne	136	89	24
Concours d'inspecteur-programmeur système d'exploitation externe	364	75	12
Concours d'inspecteur-programmeur système d'exploitation interne	150	52	12
Examen professionnel d'inspecteur	3 615	2 893	149
TOTAL	16 114	9 579	1 009
Catégorie B			
Concours de contrôleur principal	2 913	2 524	258
Concours de contrôleur 1 ^{ère} classe	4 213	3 513	387
Concours de contrôleur externe	10 896	6 686	928
Concours de contrôleur interne	3 192	2 271	557
Concours de contrôleur interne spécial	2 572	2 142	371
Concours de contrôleur programmeur externe	758	201	40
Concours de contrôleur programmeur interne	102	45	21
TOTAL	24 646	17 382	2 562
Catégorie B Cadastre			
Concours de technicien géomètre externe	343	117	16
Concours de technicien géomètre interne	43	13	3
Examen professionnel de géomètre principal	27	22	5
Examen professionnel de géomètre	68	57	6
Examen professionnel de technicien géomètre	10	5	2
TOTAL	491	214	32
Catégorie C			
Concours d'agent administratif externe	16 781	7 257	1 228
Concours d'agent administratif interne	1 421	601	191
Examen professionnel d'agent technique principal 2 ^{ème} classe	11	8	7
Examen professionnel d'agent administratif principal 2 ^{ème} classe	21	14	13
TOTAL	18 234	7 880	1 439
TOTAL GÉNÉRAL	59 485	35 055	5 042

LA RÉPARTITION DES EMPLOIS À LA DGFIP

Métiers	2017	2018	2019
Fiscalité des particuliers	19 %	19 %	19 %
Secteur public local	19 %	19 %	19 %
Fiscalité des professionnels	14 %	14 %	14 %
Missions foncières et patrimoniales	9 %	9 %	9 %
Contrôle fiscal externe	9 %	9 %	9 %
Fonction comptable de l'État	8 %	8 %	8 %
Fonctions support	8 %	8 %	8 %
Informatique	5 %	5 %	5 %
Services centraux et assimilés	3 %	3 %	3 %
Missions domaniales	2 %	2 %	2 %
Amendes et produits divers	2 %	2 %	2 %
Audit et maîtrise des risques	1 %	1 %	1 %
Gestion des fonds déposés	1 %	1 %	1 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %

4. Indicateurs de performance

OBJECTIFS ET INDICATEURS ASSOCIÉS DU DISPOSITIF DE PERFORMANCE	RESULTATS 2017	RESULTATS 2018	RESULTATS 2019
Indicateur 1.1 : Taux de déclaration et de recouvrement spontanés (civisme)			
1.1.1 Taux d'usagers particuliers respectant leurs obligations déclaratives [GF-07]	97,53 %	97,70 %	97,49 %
1.1.2 Taux d'usagers professionnels respectant leurs obligations déclaratives [GF-14]	95,32 %	94,89 %	94,81 %
1.1.3 Taux brut de recouvrement des prélèvements sur les revenus de 2019 en mode PAS (prélèvement à la source)[GF-33]	-	-	99,14 %
1.1.4 Taux brut de recouvrement des impôts des particuliers non prélevés à la source hors contrôles fiscaux [GF-32]	99,03 %	99,00 %	99,01 %
1.1.5 Taux brut de recouvrement des impôts des professionnels (hors CF) [GF-21]	99,40 %	99,36 %	99,41 %
1.1.5 Taux de paiement des amendes [GF-03]	76,03 %	71,65 %	59,26 %
1.1.6 Taux brut de recouvrement des produits locaux (hors fiscalité et dotations) de l'exercice N-1 au 31 décembre N (hors OPH) [CL-09]	97,99 %	98,04 %	98,06 %
Indicateur 1.2 : Contrôle fiscal			
1.2.1 Taux net de recouvrement DGFIP en droits et pénalités sur créances de contrôle fiscal (CFE et CSP) prises en charge en N-1 [CF-41]	67,22 %	65,02 %	68,07 %
1.2.2 Pourcentage des contrôles réprimant les fraudes les plus caractérisées [CF-01]	22,22 %	20,10 %	19,49 %
1.2.3 Part des opérations en fiscalité internationale [CF-33]	10,52 %	9,94 %	13,84 %
1.2.4 Taux d'abandon contentieux des rappels suite à contrôle fiscal externe [CF-43]	23,12 %	30,87 %	29,29 %
Indicateur 1.3 : Traitement des dépenses publiques par les services facturiers			
1.3.1 Part des dépenses de commande publique de l'État traitée par les services facturiers [CE-09]	27,57 %	31,00 %	34,90 %
Indicateur 2.1 : Qualité des comptes publics			
2.1.1 Indice de qualité des comptes de l'État (IQCE) [CE-02] ⁽¹⁾	20,9 jours	23,93 jours	24,81 jours ⁽²⁾
2.1.2 Indice de qualité des comptes locaux (IQCL) [CL-08]	17,0 / 20	17,1 / 20	17,2/20
Indicateur 2.2 : Délai de paiement des dépenses publiques			
2.2.1 Délai global de paiement des dépenses de l'État [CE-05]	16,49 jours	16,33 jours	14,94 jours
2.2.2 Délai de paiement par les comptables des dépenses du secteur local [CL-11]	6,56 jours	6,13 jours	6,31 jours
Indicateur 2.3 : Dématérialisation de l'offre de service aux usagers			
2.3.1 Part des budgets des collectivités mettant en œuvre la dématérialisation totale [CL-22]	53,95 %	66,87 %	78,08 %
2.3.2 Taux de dématérialisation des demandes de paiement des fournisseurs de l'État [CE-12]	33,45 %	45,27 %	76,72 %
Indicateur 2.4 : Rapidité et qualité de la transmission des informations aux usagers			
2.4.1 Qualité de service Marianne [IQS]	83,4%	79,5%	75,0%
2.4.2 Indice de satisfaction des applications informatiques évaluées par les usagers [SI-19]	ND	8,11 / 10	8,16/10
2.4.3 Pourcentage de départs en retraite traités en direct par le SRE [SRE-13]	16,51 %	27,37 %	37,62 %
2.4.4 Taux de respect du délai d'un mois, hors délais négociés, pour la réponse aux demandes d'évaluations réglementaires adressées aux services du Domaine [FD-13]	93,32 %	92,31 %	92,55 %
Indicateur 3.1 : Taux d'intervention et d'évolution de la productivité			
3.1.1 Taux d'intervention sur l'impôt [SPiB-01]	0,84 %	0,81 %	0,79 %
3.1.2 Taux d'intervention sur les dépenses de l'État [SPiB-03]	0,08 %	0,08 %	0,08 %
3.1.3 Taux d'intervention sur les dépenses du secteur public local [SPiB-02]	0,11 %	0,11 %	0,11 % ⁽²⁾
3.1.4 Taux annuel d'évolution de la productivité globale [SPiB-04]	4,6 % ⁽³⁾	5 % ⁽³⁾	6,64 % ⁽³⁾

Source : Rapport annuel de performance 2019 du programme 156 « gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local ».

(1) Résultats rétrocalculés selon les modalités de calcul mises en œuvre à compter de 2019

(2) Résultat provisoire

(3) Résultat hors FIDES (Facturation Individuelle des Établissements de Santé)



Conception graphique : Cabinet et Communication DGFiP

Crédits photos : DGFiP, Adobe Stock (©HJBC / ©Sashkin / ©Pictures news / ©Carolyn) , ©Fotolia, ©BercyPhoto Gezelin Gree
Impression : Reprographie centrale Bercy



Retrouvez la DGFIP sur



Direction générale des Finances publiques
Juillet 2020